



L'abbé Groulx, raciste?

Séraphin Marion, S.R.C.

Number 43, 1983

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1015549ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1015549ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (print)

1920-437X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Marion, S. (1983). L'abbé Groulx, raciste? *Les Cahiers des dix*, (43), 185–205.
<https://doi.org/10.7202/1015549ar>

L'abbé Groulx, raciste?

Par SÉRAPHIN MARION, S.R.C.



L'abbé Groulx en compagnie de Séraphin Marion

Au cours d'une douzaine d'années, l'abbé Groulx profita de la belle saison pour passer quelques semaines à Ottawa, aux Archives publiques du Canada, alors sises sur la rue Sussex. De 1925 à 1955, je fus fonctionnaire aux Archives, d'abord comme traducteur, puis comme directeur des publications historiques de ce département.

J'ai donc souvent rencontré celui qui était alors dans la fleur de son âge: tantôt je lui fournissais certains renseignements, tantôt je faisais avec lui la causette. Chacun de ses séjours à Ottawa se terminait par un souper, dans ma demeure, suivi d'une veill e au coin du feu. Ma femme et moi l'avons donc connu dans l'intimité. Ces soirées étaient pour lui une véritable détente.

Nous avons devant nous non plus le grand orateur galvanisant les foules par ses envolées, mais plutôt un modeste ecclésiastique face au destin de son peuple. Autant il était

optimiste dans ses discours, autant il était pessimiste avec nous.

Je le comprenais bien et j'éprouvais beaucoup de sympathie pour lui. Moi aussi, j'étais optimiste devant les auditoires que j'ai eu le privilège de rencontrer, pendant plusieurs décennies, dans tout le Canada. Mais, moi aussi, je devenais pessimiste quand, après ces réunions pourtant reconfortantes, je regagnais seul la chambre de mon hôtel.

Bref, l'abbé Groulx et moi étions foncièrement pessimistes, mais pour des motifs différents: pour moi, c'était la persécution continuelle, sur le plan scolaire, des Franco-Ontariens, qui présageait un avenir sombre; pour lui, c'était la situation douloureuse et précaire de son «petit peuple» privé de chefs authentiques, des chefs qui, avant d'être des libéraux ou des conservateurs, des «rouges» ou des «bleus», seraient de véritables Canadiens français.

Car un chef n'est pas nécessairement un dictateur. Chef, dictateur, fachiste, hitlérien ne sont pas des synonymes. L'histoire mondiale abonde en chefs et en dictateurs qui n'avaient pas un grain de racisme, mais qui visaient à un grand idéal.

D'après l'abbé Groulx, le Canada français avait produit très peu de ces titans, de ces hommes d'État sachant guider leur peuple dans le chemin glorieux de son destin. Mon interlocuteur mentionna une seule fois Honoré Mercier (1840-1894), premier ministre du Québec, grand-croix de Saint-Grégoire, orateur prestigieux qui souleva l'indignation publique contre la pendaison de Louis Riel, «notre frère Riel». Mais le scandale de la baie des Chaleurs amena sa démission. Triste fin de carrière pour cet éminent citoyen.

Au cours de ses séjours à Ottawa, l'abbé Groulx aimait broder sur ce thème, son thème favori. Il scrutait l'horizon pour y découvrir cet oiseau rare. Il n'aimait pas Maurice Duplessis qui avait trop hésité, qui avait eu recours à trop de faux-fuyants avant d'adopter officiellement le drapeau fleurdelisé.

Un jour, alors que je cherchais avec lui sans succès, ne voilà-t-il pas qu'il m'interpelle: «Surtout ne venez pas me dire que cet oiseau rare, ce «rara avis» pourrait bien être Camilien Houde!»

Homme intelligent, aimable, pétillant d'esprit — je l'ai bien connu — Camilien Houde, alors maire de Montréal, n'était tout de même pas le premier venu. Lors des congrès internationaux tenus dans notre métropole, il ravissait ses auditeurs avec ses bons mots, ses ripostes cinglantes, ses reparties spirituelles. Mais pouvait-on se payer le luxe d'être dirigé, en ces années lointaines, par quelqu'un qui était d'abord un histrion ou un clown?

* * *

Louis XIV, le Roi-Soleil, allait, a-t-on dit, à la guerre en la saison. Chaque année, il y a la saison des cerises, la saison des pluies, la saison de la pêche, la saison de la chasse.

Chaque fois qu'un Canadien français devient premier ministre du Canada s'ouvre pour ses compatriotes de langue française la saison des pilules amères. Cette vérité, l'abbé Groulx ne l'ignorait pas.

Depuis la Confédération, trois Canadiens français ont présidé aux destinées de notre pays: sir Wilfrid Laurier, Louis Saint-Laurent, Pierre Trudeau. Tous les trois durent imposer aux Canadiens français de terribles compromis, d'authentiques pilules amères pour maintenir l'unité dite nationale.

Lors de la guerre sud-africaine de 1899, O.D. Skelton avait fait observer dans son ouvrage (*Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*, Vol. II, p.77) que «Quebec must provide all the sacrifices on the altar of harmony». «Québec doit faire tous les sacrifices sur l'autel de l'harmonie». Et le biographe de sir Wilfrid Laurier de stigmatiser l'intolérance des Protestants de cete époque «who were willing to accept privileges for a Protestant minority in Quebec, privileges always honorably preserved, but who were unwilling to carry out their share of

compromise when a Catholic minority was involved». Pour moi, Franco-Ontarien, l'actualité donne à ces propos une tragique résonance.

C'est avec la question des écoles séparées du Manitoba que Laurier fit avaler aux Canadiens français une première pilule amère. Croyons-en là-dessus Bruce Hutchison (*The Struggle for the Border*, p. 41) qui a écrit: «As a national leader Laurier had settle the Manitoba School Question in favor of English-speaking Protestants against the will of the Catholic Church.»

En 1899, Laurier fit avaler à ses compatriotes canadiens-français une deuxième pilule amère. La guerre sud-africaine, déclenchée par l'Angleterre, encourut la réprobation du monde civilisé. Selon Arthur Lower (*Colony to Nation*, p.447), «during the Boer War the people of practically all the great powers, including the United States, had been hostile in feeling towards Great Britain.»

Essayer de transformer l'hostilité des Canadiens français de 1899 en une approbation tacite ou active, c'était chercher la quadrature du cercle. Bruce Hutchison (*The Struggle for the Border*, p.446) a énoncé là-dessus une vérité pertinente: «The South African War had been, in the eyes of the French-Canadian habitants, only a British adventure and another conquest of harmless people like themselves.» Les Boers, gens inoffensifs comme les habitants canadiens eux-mêmes; qui pourrait en disconvenir?

Laurier hésitait à poser le précédent d'une contribution officielle en hommes et en argent aux guerres impériales de l'Angleterre. Ces hésitations exaspéraient les impérialistes et les orangistes de l'Ontario. J. W. Dafoe (*Laurier*, p.74) a souligné avec originalité cette frénésie raciale: «English-speaking Canadians were more British than the British, more loyal than the Queen».

Jusqu'en 1899, le Canada confédératif n'avait jamais rompu, en ce qui avait trait aux guerres impériales, avec une tradition franchement nationaliste et canadienne.

Lors de la guerre du Soudan, en 1884, sir John A. Macdonald refusa catégoriquement de jeter le Canada tête baissée dans cete aventure impérialiste. Écoutons à ce sujet Chester Martin (*Commonwealth and Empire*, p.333): «Sir John used language that was not to be mistaken: «Our men and money would therefore be sacrificed to get Gladstone and Co. out of the hole they have plunged themselves into by their own imbecility.» Cette fois-là, sir John emploie de gros mot à l'endroit de Gladstone, alors premier ministre libéral de l'Angleterre, en l'accusant de s'être jeté, comme un parfait imbécile, dans un borbier.

Ce que le premier ministre Macdonald, anglo-protestant conservateur, avait refusé à l'Angleterre en 1884, le premier ministre Laurier, franco-catholique libéral, l'accorderait-il en 1899? Administrerait-il une autre pilule amère à ses compatriotes canadiens-français?

L'histoire proclame que Laurier finit, hélas! par céder à la frénésie impériale des conservateurs en général et des orangistes en particulier. «Laurier yielded to pressure» affirme Mason Wade («The French Canadians», p.476). Laurier céda à la contrainte.

Pourquoi chez sir Wilfrid cette abdication de son autorité de chef au bénéfice de quelques-uns des plus anticatholiques et antifrançais de ses lieutenants? Il n'y a qu'une réponse à cette question: il fallait sauvegarder à tout prix — aux dépens du Canada français — l'unité dite nationale.

Bref, en raison de ses exceptionnels services rendus à cette unité, Laurier aurait dû être l'idole du Canada anglais. Il en devint, bien au contraire, la tête de Turc.

À la fin de sa carrière, Laurier connut des heures terribles. Pour lui sonna à l'horloge de l'histoire du Canada l'heure la plus tragique, la plus sombre, celle dont parlent les Saintes Écritures: «hora et postestas tenebrarum»: l'heure et la puissance des ténèbres.

Premier ministre de 1896 à 1911, Laurier fut remplacé par Borden, premier ministre conservateur de 1911 à 1918, c'est-à-dire au cours de la première guerre mondiale. Alors chef de l'Opposition, Laurier s'opposa, en 1917, à la conscription.

La rage impérialiste et orangiste était à son faite montée. Borden forma un cabinet d'union. Abandonné de presque tous ses anciens ministres de langue anglaise, mais fort de l'appui massif des siens du Canada français, Laurier livra une bataille d'avance perdue.

En 1917, les Anglo-Canadiens menèrent contre Laurier une campagne électorale des plus dégoûtantes. Peu d'histoires anglo-canadiens ont osé s'appesantir là-dessus; ils craignent, semble-t-il, de tomber dans un cloaque. L'un d'entre eux y descendit en se bouchant le nez. C'est un anglophone même s'il porte un nom français: D.M. LeBourdais (*Nation of the North*, p.61).

«Then followed a campaign the like of which had never been before experienced in Canada. With ample money, with almost the entire English language press, with high-prices speakers and writers, with newspaper advertisements, with the Protestant pulpit largely become an adjunct of the hustings, a steady barrage of abuse was rained upon Laurier and his supporters. From billboards in type four feet high, voters were warned that «A vote for Laurier is a vote for the Kaiser» and they were asked: «How would the Kaiser vote?»

Laurier, suppôt du Kaiser! Le premier ministre du Canada pendant quinze ans, un traître! Le chef de la loyale opposition de Sa Majesté au Canada, un pro-Allemand! La bassesse de ces calomnieurs s'étalait ainsi sans vergogne aucune. Telle était pour Laurier l'amer résultat d'une vie entière consacrée à l'édification d'une patrie canadienne où devaient cohabiter les représentants de deux grandes cultures.

Dans ses *Memoirs*, Borden prétend que: «On the whole I think there never has been a more impressive figure in the

affairs of our country.» Nulle figure plus imposante que celle de Laurier, au dire de son adversaire victorieux. Hommage de grande taille. C'était à ce géant que s'attaquaient, en 1917, tant d'ignobles pygmées; ils prennent figure de serpents essayant de ronger une lime.

L'histoire proclamera que Laurier ne fut jamais plus grand qu'au moment où, au soir de sa vie, il connut les affres de la solitude, de l'ingratitude et de la trahison.

Laurier mourut le 17 février 1919, terrassé par les atteintes de la maladie, et aussi crucifié par le désenchantement et les méchancetés de certains hommes. Il rendit l'âme au moment où la bonne entente entre les Canadiens anglais et les Canadiens français semblait à jamais pulvérisée.

Les aléas de la petite politique expliquent les concessions surprenantes de certains grands hommes d'État. Laurier fit confiance à Clifford Sifton, l'homme alors le plus puissant de l'Ouest canadien. Ce fut non pas le bon, mais le mauvais génie de Laurier.

Certains prétendent que, au début du siècle, les Canadiens français devenus sédentaires ne convoitaient plus les lointains horizons. C'est faux. Descendants des coureurs de bois, de lacs et de rivières, plusieurs d'entre eux étaient assoiffés de paysages nouveaux et de vastes étendues.

En 1929, sous les auspices de l'Association des Canadian Clubs, je fis une tournée de conférences dans l'Ouest canadien. J'eus le privilège d'aller à quelque 200 milles au nord d'Edmonton. Quelle ne fut pas ma surprise d'y découvrir un autre petit Québec, un agglomération de villages comme Fahler, Donnelly, Girouxville, Bonnyville, Smoky River et bien d'autres centres presque tous peuplés majoritairement de Canadiens français venus du Québec sans aide financière d'Ottawa. Si on s'était porté à leur secours, il en serait venu un bien plus grand nombre et aujourd'hui les deux peuples fondateurs seraient mieux représentés dans toutes les provinces canadiennes. Mais Ottawa a préféré importer à grands frais

non seulement des Britanniques, mais aussi des gens de l'Europe centrale sans oublier cette secte de Doukobors qui brûlent leurs écoles, détruisent leurs voies ferrées et, pour un rien, protestent avec des marches processionne de leurs femmes nues.

En cette conjoncture, le grand coupable fut nul autre que Clifford Sifton, ministre de sir Wilfrid Laurier. Le premier ministre du Canada n'osa pas désavouer une ligne de conduite marquée au coin d'un racisme éhonté. À ce sujet, un grand historien montréalais et anglophone, Joseph Schull, dans son ouvrage sur *Laurier*, aux pages 451 et 471, ne mâche pas ses mots: «Jealous and hard, bigoted and unforgiving, Sifton was still the Prairie politician who had set out with Joseph Martin to destroy the Catholic French(...) Sifton was filling the changing West with his thousands of English, Americans, Germans, Russians *anything but French.*»

Cet ostracisme racial frappait les descendants de ces hardis explorateurs, de ces célèbres découvreurs, de ces valeureux guerriers, de ces audacieux coureurs de bois, de ces pacifiques colonisateurs, de ces héroïques missionnaires, de tous ces fils du sol qui avaient ouvert le pays et s'y étaient acclimatés. Les frontières de l'Ouest canadien ouvertes à tout le monde, mais fermées aux Canadiens français. *Anything but French.* Voilà bien un racisme authentique, nu, débridé, sans retenue aucune. Telle est la cause majeure de la vie rachitique de nos frères de l'Ouest au XIXe comme au XXe siècle.

Certains quidams scrutent aujourd'hui les écrits de l'abbé Groulx afin d'y découvrir du racisme. C'est chercher midi à quatorze heures. Ils ne frappent pas à la bonne porte. Ils y perdront leur latin. Par contre, ils découvriraient chez Sifton un racisme flamboyant, privé de tout alliage, et surtout un racisme triomphateur.

Après la mort d'Ernest Lapointe qui s'était constitué le puissant rempart de ses compatriotes contre la conscription, Mackenzie King invita Louis Saint-Laurent à entrer dans son

cabinet. Pour quelle raison? Parce qu'il avait besoin d'un lieutenant canadien-français pour imposer au Québec la conscription. Conscription mitigée, il est vrai, moins brutale que celle de Borden, «conscription if necessary but not necessarily conscription», donc conscription hypocrite, exécration et exécutée dans le Canada français.

Pourquoi cette aversion systématique des Canadiens français pour la conscription? Le professeur Arthur Burt («*A short History of Canada for Americans*», p.243) nous éclaire sans réticence sur ce sujet: «The French (Canadian) hated conscription for to them it meant something terrible. It meant the realization of their old fear that the English-speaking and protestant majority of the Dominion might run a steam roller over them. They were crushed and they had horrid visions of being crushed again in the dark uncertain future (...) It implied the ultimate loss of the liberty they cherished above all else, the liberty to be themselves, their liberty as a race».

Devenu premier ministre du Canada, Louis Saint-Laurent ne répudia pas, lui non plus, la politique des pilules amères administrées à ses compatriotes. Il se révéla centralisateur au grand dam de l'autonomie québécoise. Sans l'opposition de Maurice Duplessis, le Québec se fût ratatiné; il serait devenu une «municipalité boursoufflée», a «glorified municipality» selon l'expression des Anglo-Canadiens.

S'il n'en eût tenu qu'à Louis Saint-Laurent, ses compatriotes eussent dû avaler une autre pilule amère: la présence de l'Union Jack sur le nouveau drapeau du Canada. À son sentiment, le nouveau drapeau du Canada dépourvu de l'Union Jack était impensable. On trouve ce renseignements significatif dans l'ouvrage de Dale C. Thomson (*Louis Saint-Laurent*, p.177).

L'abbé Groulx n'a jamais cru au «Québec, province comme les autres». En quoi il s'oppose à Pierre Trudeau qui a toujours considéré le Québec simplement comme l'une des dix provinces du Canada.

Ici je voudrais rendre à Pierre Trudeau une élémentaire justice.

Du temps de Laurier, les pilules amères furent avalées par les Canadiens français. Le Canada anglais les esquiva toutes.

Pour la première fois depuis la Confédération, Pierre Trudeau a su innover en ce domaine comme en beaucoup d'autres. Au Canada anglais comme au Québec, il a voulu administrer une pilule: au Québec, la pilule du «Québec, province comme les autres»; au Canada anglais, la pilule du bilinguisme.

Incontestable nouveauté. Pour la première fois, on ne demande pas aux seuls Canadiens français de faire des sacrifices pour maintenir l'unité dite nationale.

Mais les choses n'arrivent quasi jamais comme on se les imagine. Un Canada bilingue «from coast to coast»? Si ce n'était là qu'un rêve, un beau rêve, mais un rêve qui jamais ne se transformera en une rayonnante réalité. Car il faut voir les choses telles qu'elles sont et non pas telles qu'on voudrait qu'elles soient.

Je suppose — supposition gratuite — que la moitié de notre pays, de Terre-Neuve à Winnipeg, accepte en théorie comme en fait ce principe du bilinguisme. L'autre moitié, de Winnipeg à Victoria, en fera-t-elle autant? Plusieurs Canadiens se posent cette question avec angoisse. Et comment ne pas partager cette angoisse quand on connaît l'histoire passée et présente de l'Ouest canadien, château fort, depuis qu'il existe, du fanatisme anglo-canadien et de l'orangisme exacerbé.

Comme il avait raison, le perspicace Armand Lavergne, de protester, il y a plus d'un demi-siècle, contre la décision fédérale de placer, dans la région des Prairies, les fils du sol et les nouveaux venus sur un pied d'égalité. Ramsay Cook (*Canada and the French-Canadian Question*, p.24) a traduit en anglais ce texte capital. À de graves divergences d'intérêts économiques qui ont toujours séparé et séparent encore l'Est

de l'Ouest de notre pays, faudrait-il désormais ajouter un désaccord racial et total entre Anglophones et Francophones? L'unité dite nationale ne connaîtrait-elle pas alors sa crise par excellence, sa crise suprême?

Le 20 mai 1964, à Charlottetown, Vincent Massey, alors gouverneur général du Canada, ne crut nullement manquer à la vérité en disant: «Quebec is the home of French culture in North America and so it is more than just one of our ten provinces.» Le 6 janvier 1964, Lester B. Pearson, alors premier ministre du Canada, éparpilla aux quatre vents de la publicité une assertion catégorique. Même si elle est aujourd'hui exilée au pays des lunes éteintes, elle n'en conserve pas moins toute son actualité. La voici dans toute son ingénuité et son originelle candeur: «We must recognize that Quebec, in some vital respect, is not a province like the others, but the homeland of a people.»

Deux éminents Anglo-Canadiens admettent d'emblée l'existence d'un Québec, province pas comme les autres, tandis que Pierre Trudeau se déclare farouche partisan d'un Québec, province comme les autres.

Quel contraste! Contraste douloureux! Notre histoire, hélas! en est toute tissée.

* * *

À la pénurie de nos grands hommes d'État s'ajoutait, selon l'abbé Groulx, la pénurie de nos chefs spirituels trop souvent serviles à l'endroit des politiciens. En voici un exemple typique.

Personnage de l'armée canadienne avant de devenir gouverneur général du Canada, le général Georges Vanier a toujours manifesté ouvertement une foi vive et une révérence émue pour la religion de ses pères. Le respect humain n'a jamais été son fait. Esprit profondément religieux, il n'a jamais posé une cloison étanche entre ses croyances et sa vie publique.

Pendant la deuxième guerre mondiale, c'est le cardinal Villeneuve qui était le chef incontesté de l'épiscopat canadien-français. Cette nomination avait réjoui l'abbé Groulx. Et pour cause. Au début de leur carrière, l'abbé et l'Oblat de Marie Immaculée étaient des amis intimes. Supérieur du scolasticat des Oblats à Ottawa, celui qu'on appelait alors «le petit Père Villeneuve» était l'un des collaborateurs de la revue «L'Action française» que dirigeait l'abbé Groulx. Le supérieur et le directeur rédigeaient des articles nationalistes. Je dis bien «nationalistes»; je ne dis pas «racistes»: ne confondons pas autour avec alentour! Avec le petit père Villeneuve devenu cardinal, l'abbé Groulx croyait avoir enfin trouvé un véritable chef ecclésiastique.

Le cardinal Villeneuve, le général Vanier. Le cardinal Villeneuve aux allures quelques fois martiales; le général Vanier avec une manière d'onction qui imprégnait plusieurs de ses discours, conférences et causeries. Ce qui suscita chez plusieurs l'amusant quiproquo que voici: le général Villeneuve, le cardinal Vanier!

Dès lors, l'abbé Groulx prit ses distances à l'endroit de son ami. Leurs routes se croisèrent une dernière fois; ils se saluèrent sans mot dire. La vie dans les hautes sphères comporte souvent de pareilles ruptures si inattendues, si douloureuses.

Nationalisme et racisme ne sont pas des synonymes. Cette littérature nationaliste du bon vieux temps a suscité l'approbation d'un ardent fédéraliste d'hier et d'aujourd'hui qui a écrit:

«Je crois donc nécessaire de déclarer que presque sans exception ces hommes méritent le respect. Ils n'ont manqué ni de droiture dans leurs intentions, ni de courage dans leurs entreprises, ni de fermeté dans leurs propos, ni même toujours d'invention dans leurs résolutions. Au sein d'une civilisation matérialiste et contre des politiciens souvent sans pudeur, l'école nationaliste fut à peu près seule à dresser une pensée.»

Qui est l'auteur de ces propos? Je vous mets au défi de deviner son nom. C'est nul autre que Pierre Trudeau, auteur de *La grève de l'amiante*, ouvrage publié à Montréal en 1956, à la page 13.

Parmi ces «politiciens sans pudeur» se trouvaient non seulement du menu fretin mais aussi des grosses légumes du parlementarisme outaouais. Lorsque l'abbé Groulx commença sa carrière professorale, un des plus importants sénateurs canadien-français lui demanda de signer une déclaration en vertu de laquelle, il s'engagerait à ne jamais tenir, dans sa chaire d'enseignement à l'Université de Montréal, des propos antibritanniques. Et l'abbé de lui répondre: «Je ne signerai rien!»

À maintes reprises, au coin du feu, dans ma demeure, l'abbé m'a confié que les pires attaques déclenchées contre lui émanèrent du Canada français. Comme quoi on n'est jamais trahi que par les siens. Les Anglais le traitaient avec moins de rigueur.

Après la deuxième guerre mondiale, lors de l'une des réunions annuelles de la Société Royale du Canada, un comité fut formé pour la distribution des médailles. L'une d'entre elles s'appelait «médaille Tyrrell» et couronnait l'œuvre d'un historien canadien. Harold Innis, éminent historien anglo-canadien, faisait partie de ce comité. Je l'entends encore déclarer que la médaille devait être accordée à l'abbé Groulx tenu à l'écart et vilipendé pendant la guerre; le moment était venu de le réhabiliter. Un sénateur canadien-français, membre du comité, s'y opposa avec véhémence. Et l'abbé ne reçut pas cette médaille. Beaucoup plus tard, au soir de sa vie, l'abbé obtint à Ottawa une autre médaille attestant son mérite comme historien du Canada français. Hommage rendu non pas à un «raciste», mais à un historien tout court.

* * *

Il reste aux adversaires de l'abbé Groulx un argument qu'ils croient péremptoire. N'a-t-il pas écrit un roman intitulé «L'appel de la Race» en 1922?

Ici, consultons notre dictionnaire. Nous apprenons qu'il y a, dans le monde, une race blanche, une race jaune, une race rouge, une race noire. Une race canadienne-française? Ni vu, ni connu! Admettons donc que le titre du roman est fautif. Les Anglais emploient souvent l'expression «the call of the blood» qui se traduit par «la voix du sang». L'abbé eût dû titrer son roman: «L'appel d'un peuple» ou encore «L'appel d'une nation» ou bien «La voix d'un peuple» ou «La voix d'une nation».

L'abbé pourrait toutefois exciper d'une excuse majeure pour avoir employé le mot «race». Son roman fut publié en 1922. À cette époque, presque tous nos écrivains commettaient la même erreur.

J'ai un exemplaire du «*Manuel d'Histoire de la littérature canadienne-française*» de l'abbé Camille Roy. L'ouvrage fut publié en 1918.

Membre de la Société Royale du Canada, professeur à l'Université Laval et ultérieurement recteur de cette vénérable institution, Camille Roy n'était pas, que je sache, un analphabète. Or, le mot «race» pullule dans son ouvrage. Je vous fais grâce d'une énumération qui n'a pourtant rien de fastidieux: elle réduit à quia les détracteurs de l'abbé Groulx.

Mais j'allais oublier un autre témoignage qui rive son clou à tous ceux que cette énumération laisserait indifférents.

En deux alexandrins percutants, avec une rime riche, très riche, une rime millionnaire, Louis Fréchette a immortalisé Papineau, instigateur de l'Insurrection de 1837:

«Il fut tout une époque et longtemps notre race
N'eut que sa voix pour glaive et son corps pour cuirasse».

* * *

Quand la caricature s'empare d'un mot, d'une chose, d'un homme, c'est que ce mot, cette chose, cet homme ont conquis la faveur populaire. Toute caricature n'est, en somme, qu'une exagération de la vérité.

Ouvrons un livre devenu rare, lui aussi. Publié en 1924, il s'intitule «*À la manière de*» (Edouard Garand, Éditeur, 185 rue Sanguinet, Montréal). Louis Francœur et Philippe Panne-ton en sont les auteurs.

Ce livre n'avait pas pour but de ridiculiser qui que ce soit. Il s'agissait d'amuser ceux qui l'avaient écrit comme ceux qui le liraient. Bref, des critiques satiriques, des pastiches qui n'abondent pas dans nos lettres. Une quinzaine de nos auteurs alors les mieux connus deviennent la cible des deux caricaturistes. L'une de ces victimes est, comme on le pense bien, l'abbé Groulx, auteur de *L'Appel de la Race*.

Il s'agit de Pépère en train de prendre son bain annuel, en présence de ses nombreux rejetons:

«À ce moment, sentant passer sur leurs têtes le souffle de l'âme nationale, tous se mirent à tressaillir soudain d'une allégresse spirituelle qui anima leurs voix douces et sonores:

«Ils ne l'auront jamais (bis),
«L'âme de la Nouvelle-France,
«Redisons ce cri de vaillance,
«Ils ne l'auront jamais!»

«Et le vieux, auréolé de sa chevelure, les yeux fixes, les narines frémissantes, les mains étendues comme pour bénir sa semence, les pieds dans le baquet familial, écouta retentir à ses oreilles enfardochées le vibrant et magistral «Appel de la Crasse».

* * *

Le racisme répugnait à l'abbé Groulx: un raisonnement ab absurdo le démontre avec clarté. S'il eût été vraiment raciste, c'est-à-dire antianglais ou antibritannique, il se fût attiré les foudres du Canada anglais. Or, c'est le contraire qui se produisit.

La Société royale du Canada, composée en majorité d'anglophones, lui remet une médaille en 1948. En 1962, la St-John University, à Terre-Neuve, lui décerne un doctorat

honorifique en Droit. Le Conseil des Arts du Canada où cohabitent anglophones et francophones lui accorde ultérieurement une médaille. Au cours de l'année académique 1939-1940, il est nommé président de la Société canadienne d'histoire de l'Église catholique (Canadian Catholic Historical Association), rendez-vous d'historiens anglophones et francophones.

Ce qui le passionne, c'est la vie française au Canada. «Notre culture sera de nous et elle sera canadienne-française ou elle ne sera pas»: voilà sa conviction profonde. Qui pourrait s'en offusquer?

C'est ainsi qu'il devint notre historien national reconnu comme tel non seulement par ses compatriotes, mais aussi par un historien anglophone réputé.

«While Canon Groulx lives and writes, no French Canadian can aspire to replace him as a national historian». Qui a prononcé ce jugement lapidaire? Nul autre que Ramsay Cook dans son ouvrage *Canada and the French-Canadian Question* publié à Toronto en 1966, page 49. Magnifique témoignage accordé à l'abbé Groulx un an avant sa mort. Témoignage que ratifiera la postérité à l'endroit de cet homme issu d'un milieu modeste et moissonnant depuis son adolescence jusqu'à ses quatre-vingts ans bien sonnés des lauriers qui demeurent toujours verts. Voilà qui justifie l'optimisme-né de l'abbé Groulx. Pessimiste sur le plan naturel, il était optimiste sur le plan surnaturel. Il croyait que, en ce bas monde, l'homme s'agite, mais Dieu le mène. Il estimait que l'ère des miracles n'était pas close. Et quand tout allait de mal en pis sur la machine ronde, il croyait contre toute espérance. Pendant toute sa vie, il s'est accroché à l'espérance.

* * *

Membre de l'Académie française, homme d'État et historien, François Guizot a déclaré sans ambages: la France est la patrie de l'espérance.

On ne saurait mieux dire. Oui, certes, la France a enfanté un peuple que ne découragent jamais les somnolences de la Liberté ou les disparitions momentanées de la Gloire.

Le grand Bossuet a parlé des «réveils lumineux et surprenant de la France». Aux Français abattus, humiliés après l'armistice de juin 1940, Pétain a rappelé ces consolantes paroles. Enfin, le général de Gaulle a signalé «le génie du renouveau de la France».

La force de récupération de la France a impressionné un personnage du Canada anglais, W.L. Grant, ancien président de l'Université Queen's à Kingston, en Ontario. Dans son *History of Canada*, à la page 37, il affirme que: «Nothing is more striking in the history of France than her wonderful power of recuperation. Again and again she has been struck down, yet she has always remain a great power.»

Dans le dernier de ses ouvrages intitulé: «My first seventy five years», à la page 245, Arthur Lower a fait cette remarque pertinente: «Perhaps the French know how to take conquests. They have had foreign troops on their soil many times». À la page 86 du même livre, l'historien ressasse la même idée: «The temporary humiliation of France, a country that never remains humiliated very long.»

Après la défaite de la France à Sedan et la capitulation de Napoléon III le 2 septembre 1870, il fut de bon ton, en certains milieux francophobes de railler la France, pays de grâce et de beauté, sans doute, assujettie pendant longtemps, semblait-il à l'Allemagne, pays de la science et du colossal. Et un certain Weiss, penseur allemand, pouvait écrire:

«De l'alouette gauloise, de l'aigle prussien, du léopard anglais, qui règnera sur les continents et sur les mers? Hélas! Ce n'est presque plus une question. Le léopard anglais à la mer; l'aigle allemand aura le continent. Il ne restera plus à la pauvre alouette que sa chanson.»

L'avenir devait donner à cette pseudo-prophétie un démenti cruel. L'alouette française traînait de l'aile en 1870;

mais de 1914 à 1918, elle sut reprendre son vol vers d'héroïques sommets. Quelques années après Sedan, en 1918, l'Allemagne vaincue et aux abois implorait la cessation des hostilités. L'histoire a de ces retours étranges et stupéfiants.

Encore une fois, l'alouette et sa chanson finissaient par triompher. Car la France est le pays de la gentille alouette. En quoi elle se distingue de tant de nations modernes qui ont dans leurs armoiries un lion, un aigle, un léopard et combien d'autres oiseaux de proie ou de bêtes carnassières.

Puisse l'alouette française continuer à profiler à l'horizon de notre siècle si troublé, de notre époque apocalyptique, les lignes pures et harmonieuses de ses ailes. Puisse-t-elle lancer longtemps encore, vers le ciel de nos rêves si souvent éteints, son aubade joyeuse qui semble dire à l'humanité entière: Courage! Espérance!

Au pays de Québec comme dans tout le Canada français ou anglais, par sa chanson, l'alouette s'est acclimatée on ne peut mieux. Alouette, gentille alouette! Même si elle se fait impitoyablement «plumer» par les Anglophones comme par les Francophones, elle ne s'en porte pas plus mal, bien au contraire; cette opération brutale ne lui enlève rien de sa gentillesse et de sa vivacité.

Oui! L'alouette est symbole d'espérance. Et la France est la patrie de l'espérance.

Mais ici, attention! Minute s'il vous plaît!

Tel père, tel fils; telle mère, telle fille!

La France du nouveau monde, la France en terre américaine est aussi la patrie de l'espérance.

Le Canadien français s'est toujours agrippé à l'espérance. Je n'en veux pour preuve que les premiers vers du deuxième couplet de l'hymne: O Canada!

«Sous l'œil de Dieu, près du fleuve géant,
Le Canadien grandit en espérant.»

Tout au long de son histoire, le Canada français a connu, lui aussi, de ces «réveils lumineux et surprenants» parce qu'il n'a jamais cessé d'espérer. Très souvent, il a espéré contre toute espérance. Et l'abbé Groulx, historien national, le savait mieux que quiconque. Aujourd'hui s'il vivait encore, il vous supplierait de faire comme lui et d'espérer contre toute espérance.

Le 18 mai 1642, Paul de Chomedey, sieur de Maisonneuve, fonda Ville-Marie. Dans la ville de Québec, Monsieur de Montmagny, alors gouverneur de la Nouvelle-France, avait donné à Maisonneuve un loyal avertissement. N'était-il pas téméraire d'aller si loin établir une colonie trop proche des Iroquois féroces? Et Maisonneuve de répondre: «Il est de mon devoir d'accomplir ma mission, tous les arbres de l'île du mont devraient-ils se changer en autant d'Iroquois.»

Maisonneuve espérait alors contre toute espérance. Pourtant ses efforts ne furent pas infructueux. Ville-Marie devint Montréal, une des plus importantes villes du Canada et peut-être bien, au XXI^e siècle, l'une des plus belles et des plus pittoresques villes du monde.

En 1660, Dollard des Ormeaux et ses braves s'opposèrent, au Long-Sault, à 800 Iroquois. Tous ces Français périrent, mais leur mort sauva la colonie au berceau, cette colonie alors menacée de disparaître à jamais comme un navire en détresse qui, au milieu de la tempête, coulerait à pic au fond de l'océan. «Retour étrange et stupéfiant opéré par la Providence».

Cette force de récupération s'est magnifiquement manifestée lors de la Cession en 1763. Promis à un tombeau prochain, ce peuple français du nouveau monde a survécu; il a même réussi à s'épanouir.

Puis vinrent les jours sombres de 1837; l'Insurrection avortée, douze «patriotes» pendus, beaucoup d'autres exilés. Puis, ce fut lord Durham qui, dans son fameux Rapport,

recommanda de protestantiser et d'angliciser les Canadiens français. Et l'Acte d'Union de 1840 donna suite à ces recommandations. La langue française, langue officielle dans la vallée du Saint-Laurent depuis 1608, depuis plus de deux siècles, cessa de l'être dès la proclamation de l'Acte d'Union; elle était vouée à une disparition lente mais sûre.

C'est du moins ce que croyaient Durham et ses subalternes. Ils ignoraient cette force de récupération de la France et du Canada français. Et ne voilà-t-il pas que neuf ans plus tard s'accomplissaient deux miracles politiques. Avec l'union de Baldwin, de Lafontaine et de leurs partisans, les réformistes libéraux de Bas-Canada et du Haut-Canada l'emportèrent sur les «Tories» conservateurs et obtinrent le gouvernement responsable. En 1849, lord Elgin, gouverneur général du Canada, lut son discours du Trône en français, redevenue langue officielle dans la vallée du Saint-Laurent. Le prétendu tombeau du peuple canadien-français s'était métamorphosé en un radeau de sauvetage conduisant les rescapés vers un nouveau destin.

Voilà qui explique l'attitude de l'abbé Groulx optimiste devant les foules, mais pessimiste dans son for intérieur. Ainsi, il aura passé toute sa vie à espérer, lui aussi, contre toute espérance.

Quel est pour nous le devoir de l'heure? Pratiquer la politique des bras croisés en se reposant sur les lauriers flétris? Se consoler avec la pensée que tout va tellement plus mal autour de nous et que le temps est un grand guérisseur? Ainsi s'établirait, hélas! une solution de continuité entre nos ancêtres et nous devenus des poltrons, des défaitistes, des fuyards.

Guillaume le Taciturne a dit: «Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer.»

Nos pères ont entrepris dans des conditions extrêmement pénibles et ils ont persévéré en dépit de tous les obstacles. Faisons comme eux!

Dans l'un de ses chefs-d'œuvre, Edmond Rostand prête à son coq Chanteclerc le magnifique alexandrin que voici :
«C'est la nuit qu'il fait bon de croire à la lumière.»

Chanteclerc a bien raison.

C'est surtout pendant la nuit — même la plus sombre — qu'il faut croire, en dépit de tout, à la lumière, à l'aube, à l'aurore, au soleil, à des lendemains prometteurs, à des lendemains qui chantent...

Seraphin Arioux.